



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ETUDIER PLUS POUR GAGNER MOINS !

Cet été, pas de pause pour les jeunes et les salariés qui continuent de payer le prix fort des conséquences d'une crise qui n'est pas la leur : entreprises qui ferment, licenciements, chômage mais aussi nouvelles mesures du gouvernement sur le travail le dimanche, suppressions de postes et rigueur budgétaire

dans les services publics, privatisation de la poste... Alors que d'un côté le chômage explose avec 30 000 demandeurs d'emploi en plus rien que pour le mois de juillet, alors que des salariés continuent à se battre même en juillet et août contre la fermeture de leur usine comme à Molex, les bonus des actionnaires repartent à la hausse !

Dans cette période de crise généralisée du système capitaliste, un des enjeux centraux pour le gouvernement et le patronat est de faire baisser le coût du travail pour continuer à faire toujours plus de profits. Les attaques contre l'université et l'éducation poursuivent aussi cet objectif : former des salariés moins qualifiés qui seront moins chers et plus précaires sur le marché du travail, soumettre le contenu des diplômes aux besoins des entreprises, rendre l'université plus compétitive et plus sélective.

Le Gouvernement méprisant totalement les 4 mois de mobilisation universitaire de cette année a publié les décrets sur la Masterisation des concours de l'Enseignement le 28 juillet en plein cœur de l'été alors que étudiants comme enseignants et personnels étaient en vacances. Ce passage en force du Gouvernement s'accompagne de nouvelles annonces de suppressions de postes massives dans l'ensemble de la fonction publique. L'élévation du niveau requis pour passer les concours de l'enseignement de Bac +3 à Bac +5 s'inscrit pleinement dans la logique visant à déqualifier massivement la future main d'oeuvre. En effet, le diplôme standard devient le Master II alors que seuls 4% des étudiants peuvent y accéder. La logique est bel et bien celle de nous faire étudier plus longtemps, avec un contenu moindre et pour des salaires toujours plus faibles et ce toujours dans l'intérêt du patronat et des capitalistes.

Au mois de juillet, Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a également reçu les présidents des 33 universités qui passeront à l'autonomie au 1er janvier 2010. Au total, la France comptera ainsi 51 universités autonomes, soit plus de 60% des universités françaises.

Dans la logique de la loi d'autonomie des universités, les deux premiers contrats de partenariat public-privé universitaires ont été signés.

Les différents projets à l'oeuvre dans l'enseignement supérieur visent donc à une transformation profonde dans le but très clair de faire de l'enseignement une machine à fabriquer massivement des précaires. Alors que la situation quotidienne des étudiants n'était déjà pas brillante avec plus d'un étudiant sur deux obligé de se salarier pour financer ses études, plus de 100 000 étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté, la crise aggrave encore cette situation. Ce sont les emplois occupés par les intérimaires ou les temps partiels qui sont supprimés en premier, emplois majoritairement occupés par des jeunes.

Pour la majorité des jeunes, c'est notre présent mais aussi notre avenir qui est en crise !

Pour nous en sortir, nous n'avons pas d'autres solutions que de résister aux coups qui nous sont portés et de lutter contre ce système capitaliste qui génère ces crises. Résister, de nombreux jeunes et salariés y sont prêts à l'image des grèves des salariés de Continental, Good Year et autres, de la lutte des lycéens des l'hiver dernier et de la mobilisation que nous avons menée pendant plus de 4 mois sur les universités. Il est clair que la tâche n'est pas simple face à un gouvernement qui avec le plus grand mépris ne veut céder sur rien. Pourtant la grève générale en Guadeloupe et Martinique nous montre qu'en luttant tous ensemble il est possible de remporter des victoires. Devant la déferlante d'attaques qui se poursuivent, c'est cette riposte d'ensemble que nous devons préparer.

Dans l'ensemble des universités, nous devons nous réunir en Assemblées Générales, pour discuter des attaques et de la contre offensive à construire. Nous devons participer aux journées de mobilisation telles que le 7 octobre et construire pas à pas un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, une grève générale, seule à même de mettre un coup d'arrêt aux attaques de la classe dirigeante et de renverser le rapport de forces en faveur des jeunes et des salariés.

www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org

ANALYSE DES REFORMES

Retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants dite réforme de la Masterisation !

Les décrets relatifs à la réforme du recrutement et de la formation des enseignants ont été publiés le 28 juillet en plein cœur de la période estivale.

Avec cette réforme le niveau requis pour passer les concours de l'enseignement, pour devenir professeur de collège, lycée et aussi professeur des écoles, sera un master 2 contre une licence jusqu'à présent. La conséquence sera une augmentation de la sélection avec de nombreux étudiants qui n'auront plus accès à ces concours parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer 5 ans d'études d'autant plus que l'entrée en Master 2 est sélective. Aujourd'hui seul 4% des étudiants ont accès à un master 2. La formation des enseignants sera dorénavant assurée par le biais d'un master professionnel enseignement. La même année les étudiants devront passer le concours et leur master 2 autant dire une charge de travail décuplée. Ce dispositif entraîne de fait la disparition du statut d'enseignant-stagiaire : un an de formation rémunérée pour les étudiants admis au concours. Dans la logique de suppressions de postes massives dans l'éducation on peut penser que les postes ouverts aux concours vont continuer de diminuer et que l'éducation nationale embauchera,

pour palier au manque de profs, des étudiants qui auront passés un master 2 enseignement mais qui n'auront pas été admis au concours. Ainsi, ils ne seront pas recrutés comme fonctionnaires mais sous des contrats précaires.

Outre les problèmes posés pour les étudiants qui se destinent à devenir enseignants, la réforme du recrutement et de la formation des enseignants est lourde de conséquences pour l'ensemble des étudiants en tant que futurs salariés. En effet, l'élévation du niveau requis pour passer les concours de l'enseignement de Bac +3 à Bac +5 aura pour conséquence d'élever le niveau standard de qualification requis pour s'en sortir dans le monde du travail et prétendre à un salaire et des conditions de travail décentes sans pour autant bien sûr qu'un plus grand nombre d'étudiants puisse accéder au Master II celui ci demeurant sélectif.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre de l'ensemble des attaques. Petit à petit, l'objectif est d'avoir deux types de diplômes pour deux types de salariés : d'un côté, un très faible nombre de travailleurs très qualifiés ayant pu faire un Master II voire plus et d'un autre côté une grande masse de travailleurs faiblement qualifiés (désormais Bac +3) avec des diplômes ne donnant aucune garantie réelle sur le monde du travail et dont le contenu est extrêmement faible.



Retrait de la Réforme de l'allocation des moyens aux universités !

Le 3 décembre 2008, une communication a été présentée par Valérie Pécresse en Conseil des Ministres concernant le nouveau système d'allocation des moyens aux universités. Cette réforme découle de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités qui leur donne l'autonomie financière.

80% des moyens dédiés aux universités ne seront plus alloués en fonction des besoins mais en fonction des performances : le nombre d'étudiants présents aux examens, et non plus le nombre d'étudiants inscrits, ainsi que sur le nombre d'enseignants-chercheurs ayant effectivement publié des recherches.

Orientation active, « Admission post bac », refusons toute forme de sélection à l'université !

La loi d'autonomie des universités adoptée en 2007 a modifié l'article L612-3 du Code de l'Éducation mettant ainsi un terme à la règle selon laquelle, tout bachelier pouvait s'inscrire dans la fac et la filière de son choix. Désormais, le droit de s'inscrire à l'université pour les bacheliers est soumis à l'accomplissement de la procédure « d'Admission post bac » afin dit la loi de pouvoir « bénéficier des dispositifs d'orientation ».

L'orientation active, les préinscriptions sont des modes de sélections « politiquement corrects ». Les étudiants étrangers, bacs pro et techniques seront les premiers à être dissuadés de s'inscrire et les présidents, en cas de sureffectif, pourront donner leur préférence aux meilleurs profils. Rien ne précise dans la loi ce qu'est la « préinscription », ses modalités, le moment où elle s'effectue. L'imprécision est le meilleur moyen de mettre en place une sélection cachée.

En cette rentrée universitaire, la nouvelle procédure d'inscription « Admission Post Bac » est généralisée à l'ensemble des académies. Ce nouveau dispositif est complexe et surtout très rigide. **De nombreux étudiants risquent de ne pas pouvoir s'inscrire dans la filière de leur choix.** Ainsi, certains trouveront une

inscription très tardive et d'autres seront soumis à une procédure complémentaire et n'auront plus de place dans certaines filières non sélectives (filières très demandées, capacités d'accueil restreintes etc..).

UNE MISE EN CONCURRENCE DES UNIVERSITÉS

Le nouveau dispositif favorise également la mise en concurrence des universités car le risque à terme, c'est que les universités puissent choisir les étudiants qu'elles considèrent les meilleurs.

L'objectif de la classe dirigeante n'est rien d'autre que de procéder à terme à une véritable sélection par l'orientation en orientant les futurs étudiants dans les universités et les filières en fonction des intérêts du patronat et ce en fonction du bac obtenu, des résultats des lycéens...

Déjà au mois de juillet, plusieurs centaines de bacheliers se retrouvaient « sans fac ». Au mois de septembre, cette situation va s'aggraver privant ainsi toute une série de jeunes de la possibilité d'entreprendre des études dans la filière et la fac de leur choix.

Le financement valorisera davantage la performance et la culture du résultat. Dès 2009, 20% des crédits en moyenne seront ainsi alloués en fonction de la performance des universités, contre 3% jusqu'à cette année. Les critères de performance tiendront notamment compte de l'insertion professionnelle à court terme des étudiants, de la qualité de la gestion, ou encore du taux de réussite en licence.

Cette réforme vise clairement à approfondir la soumission de l'enseignement à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Petit à petit on se dirige vers une université financée exclusivement sur critères de performance et de résultat. Le passage de critères objectifs de financement (nombre d'inscrits...) à des critères totalement subjectifs que sont

l'insertion professionnelle à court terme, le nombre d'étudiants présents aux examens, le taux de réussite en Licence (sans aucune prise en compte évidemment du grand nombre d'étudiants salariés) remet fondamentalement en cause l'égalité de traitement entre les universités et entre les étudiants. Ce nouveau système de financement qui s'inscrit pleinement dans la logique globale à l'œuvre dans l'enseignement supérieur renforce encore un peu plus la concurrence entre universités et entre étudiants ainsi que le développement d'une éducation à deux vitesses.

Ce système de nous offre aucun avenir.. **Organisons-nous pour renverser le capitalisme !**

Toutes ces attaques n'arrivent pas par hasard. Elles découlent de la volonté du patronat de démanteler un à un nos acquis sociaux pour faire baisser le coût du travail pour toujours faire plus de profits. Il s'agit d'un projet cohérent dans lequel par exemple le passage à bac + 5 des concours s'articule parfaitement avec la future réforme du lycée. L'objectif étant de faire de nous des précaires toute notre vie, chacun à notre place, sous-payés et avec des conditions de travail de merde ! C'est ça l'avenir que nous réserve le capitalisme. Et la crise qui le traverse aujourd'hui ne vient que confirmer un peu plus ce diagnostic. Mais elle vient aussi révéler autre chose : c'est que ce système marche sur la tête. Les Etats aux services des capitalistes ont été prêt à déboursier des milliards pour sauver les banques et le système alors qu'il n'y avait plus de sous pour augmenter les salaires. Et aujourd'hui l'objectif des patrons est simple : ils veulent nous faire payer leur crise. Car pour trouver une solution à la crise, ils ont besoin de remodeler en profondeur le système. Réorganisation de la production, guerres... tout les moyens seront bon et la note sera payé par les jeunes et les travailleurs.



Pour mener à bien ce projet, la classe dirigeante est parfaitement organisé. Elle s'organise même à l'échelle internationale avec le FMI ou la Banque Mondiale.

De notre côté, nous ne pouvons nous contenter de résister ou de militer chacun dans notre coin. Aujourd'hui, nous sommes des milliers à nous mobiliser chaque années, sur nos lycées, nos facs ou sur nos lieux de travail. Mais très peu font le choix de s'organiser collectivement au quotidien. Les patrons eux n'ont pas fait ce choix là ! Le MEDEF et leurs institutions n'existent pas qu'au moment des luttes que nous menons ! C'est en permanence qu'ils

sont organisés pour mener leurs attaques et chercher à nous faire payer la crise. Nous ne pouvons nous payer le luxe de ne chercher à agir ensemble qu'au moment des explosions sociales. Nous ne pouvons pas nous contenter de réagir au coup par coup à chaque nouvelle attaque. Nous avons besoin d'un projet cohérent pour les stopper et renverser le système.

Pour nous, c'est cela s'organiser et militer. C'est chercher à agir ensemble de manière coordonnée pour défendre une orientation qui permette aux luttes de gagner et qui porte la perspective d'une rupture avec le capitalisme. C'est parce que nous pensons que les luttes d'aujourd'hui et la société que nous voulons construire demain ne sont pas deux idées différentes séparées par des années lumières que nous avons besoin de plus de militants qui au quotidien cherchent à prendre des initiatives pour construire les mobilisations dont nous avons besoin pour résister à la politique de Sarkozy. La société que nous voulons construire, débarrassée de toute forme d'oppressions et d'exploitations, sera issu des luttes d'aujourd'hui.

Dans la situation actuelle, des affrontements importants entre les jeunes et les travailleurs d'un côté et la classe dirigeante de l'autre se préparent. Les patrons ne lâcheront rien et iront jusqu'au bout pour nous faire payer la crise. Isolés, sans perspectives d'ensemble, nous ne pourrons être suffisamment fort pour inverser le rapport de force et mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy et du patronat. Nous avons besoin d'un outil qui soit une véritable force de frappe dans la jeunesse pour construire et organiser les résistances. S'organiser au NPA est le meilleur moyen pour agir consciemment et collectivement dans ce sens.

Pour prendre contact:

Par mail contact-jeunes@npa2009.org ou envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :